

**ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires**  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**  
**Société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE à REGNIERE-ECLUSE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1988 modifié, en particulier la section Épandage ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 10 avril 2014 à la société SEDE ENVIRONNEMENT pour l'exploitation d'une installation de compostage sur le territoire de la commune de REGNIERE ECLUSE, lieu dit « Derrière les carreaux » parcelle cadastrée section ZA n°25 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 29 octobre 2019 ;

**Vu** l'étude préalable de janvier 2007 précisée et modifiée par l'exploitant par courrier du 30/07/2007 ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriel du 24/05/2018 relatif à la modification du plan d'épandage (comprenant une étude préalable) ;

**Vu** les compléments transmis par l'exploitant à la préfecture de la Somme par courriel du 05/11/2025 ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriel du 29/04/2024 relatif à un changement de nom d'entreprise ;

**Vu** l'avis du Service d'assistance technique à la gestion des épandages de la Somme du 10/07/2025 ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 27 novembre de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 5 décembre 2025, reçu le 9 décembre 2025

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 22 décembre 2025 ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société SEDE ENVIRONNEMENT est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de REGNIERE ECLUSE, lieu dit « Derrière les carreaux » parcelle cadastrée section ZA n°25, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10/04/2014 complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2019 ;

2. par courriel du 24 mai 2018 complété par courriel du 5 novembre 2025, la société SEDE ENVIRONNEMENT a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance visant à modifier le plan d'épandage ;

3. que les parcelles concernées par l'extension du plan d'épandage sont sur des communes ayant déjà été enquêtées lors de la procédure d'autorisation ;

4. par courriel du 29 avril 2024, la société SEDE ENVIRONNEMENT a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance visant à un changement de nom d'entreprise en VEOLIA AGRICULTURE FRANCE ;

5. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport en date du 27 novembre 2025, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

6. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. – EXPLOITANT TITULAIRE**

Les prescriptions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2014 et de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/10/2019 sont remplacées par :

La société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE dont le siège est situé 1 rue de la Fontainerie à Arras (62000) est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour les installations qu'elle exploite au lieu-dit « Derrière Les Carreaux » à REGNIERE-ECLUSE (80120), parcelle cadastrée section ZA n°32.

## **ARTICLE 2. – ÉPANDAGES AUTORISÉS**

*Les prescriptions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2014 sont supprimées et remplacées par :*

L'exploitant est autorisé à pratiquer les seuls épandages suivants :

- l'épandage de compost non conforme aux normes attendues (compost non normalisé et compost non normalisable à base de cendres de biomasse), sur les parcelles de 9 exploitations agricoles totalisant une Surface Agricole Utile de 892,82 ha dont 814,65 ha sont aptes à l'épandage ;
- l'épandage des effluents collectés dans le bassin de 5 300m<sup>3</sup> (production annuelle maximale de 7 000 m<sup>3</sup>), sur les parcelles de 9 exploitations agricoles totalisant une Surface Agricole Utile de 892,82 ha dont 785,8 ha sont aptes à l'épandage et sur une parcelle de 4 hectares apte à l'épandage exploitée par la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE elle-même.

La production est limitée à 2 000 tonnes de compost non conforme aux normes attendues.

Tout autre épandage est interdit.

L'ensemble de ces parcelles est situé dans le département de la Somme. La liste des communes impactées par le plan d'épandage est présente en Annexe 1 du présent arrêté.

## **ARTICLE 3. – RÈGLES GÉNÉRALES**

*Les prescriptions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2014 sont supprimées et remplacées par :*

L'épandage est pratiqué dans les conditions prévues par :

- le dossier de déclaration du 11 mai 2007 modifié
- les études préalables susvisées, en ce qui concerne :
  - les modes d'épandage ;
  - la quantité maximale annuelle d'éléments et de substances indésirables et de matières fertilisantes ;
  - les interdictions d'épandage ;
  - les conditions techniques prévues pour les dispositifs d'entreposage et les dépôts temporaires ;
  - la fréquence des analyses sur les déchets ou effluents et leur nature, les modalités de surveillance ;
  - la fréquence et la nature des analyses de sols.
- la section Épandage de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ;
- les programmes d'actions de la directive nitrates en zones vulnérables en vigueur.

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- Producteur de déchets ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- Producteur de déchets ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

Le programme prévisionnel annuel d'épandage prévu par l'article 41 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est transmis sur sa simple demande.

## **ARTICLE 4. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de REGNIERE ECLUSE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la somme ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 5. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). »

#### **ARTICLE 6. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville, le maire de REGNIERE-ECLUSE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE et dont une copie sera adressée aux mairies de : ARRY, LE CROTOY, RUE, VERCOURT, VILLERS-SUR-AUTHIE, VIRONCHAUX, BERNAY-EN-PONTHIEU et CRECY-EN-PONTHIEU.

Amiens, le 30 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', is written over a faint, stylized blue line graphic that resembles a mountain range or a series of peaks.

Emmanuel MOULARD

## **Annexe 1 : Liste des communes concernées par l'épandage**

**Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du**

Amiens, le 30 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD

INSEE	COMMUNE	INSEE	COMMUNE
80030	ARRY	80806	VILLERS-SUR-AUTHIE
80228	LE CROTOY	80808	VIRONCHAUX
80665	REGNIERE-ECLUSE	80087	BERNAY-EN-PONTHIEU
80688	RUE	80222	CRECY-EN-PONTHIEU
80787	VERCOURT		